

« La police mutile, la police assassine »

Nous, membres du collectif brestois contre la loi travail, condamnons fermement le climat de répression généralisée que le gouvernement a instauré depuis le début de la lutte contre cette loi.

Depuis toujours, les forces de police, dépositaires de la "violence légitime" de l'État capitaliste s'attaquent aux populations les plus isolées en toute impunité. En particulier, on peut mentionner les violences quotidiennes dans les banlieues qui ont menées à la mort de Zyed et Bouna et aux émeutes de 2005 qui ont suivi, on peut également mentionner la façon dont sont traité-e-s les réfugié-e-s dans les camps, en particulier à Calais ou encore évoquer la mort de Rémi Fraisse à Sivens, meurtre qui n'a donné lieu à aucune condamnation du gendarme coupable de cette mort ni aucune remise en cause des forces de police. Même si les grenades offensives ont été interdites, l'usage des grenades de désencerclement s'est depuis généralisé ! Si jusqu'à présent les pouvoirs en place avaient pris soin de cacher ces violences, la récente répression du mouvement social anti loi travail les a fait éclater au grand jour : les forces de police appliquent désormais dans les centre villes de nouvelles techniques de répression auparavant éprouvées dans les quartiers. Cependant, en s'attaquant à la population dans son ensemble, ils se sont départis de leur meilleure arme : la discrétion. Désormais, nul-le n'ignore la dure vérité sur nos « gardiens de la paix ».

C'est pourquoi le slogan « **Tout le monde déteste la police** » est de plus en plus repris dans des manifestations qui ont pourtant pour but initial de manifester notre refus d'une loi à visée économique. Cela est symptomatique de cette prise de conscience des violences policières. Celles de l'institution elle-même tout d'abord : évacuations brutales de lieux publiques, dispersions violentes de manifestations, tirs massifs de gaz lacrymogènes, jusque dans les établissements scolaires et les stations de métro, attaques de journalistes et censure de leurs vidéos et photos compromettantes et surtout intimidation des éventuel-le-s plaignant-e-s et refus de dépôts de plainte voire même criminalisation des victimes : que dire d'une enquête de l'IGPN (police des polices) qui vise à déterminer si un manifestant ne s'est pas mutilé lui-même ? Mais ces violences sont aussi l'œuvre des policier-e-s qui pour certain-e-s vont bien au delà de ce que leur devoir leur impose, que ce soit par des insultes à l'encontre des manifestant-e-s, sexisme, racisme, homophobie, déclarations mensongères devant les tribunaux, menaces en pleine rue, brimades et coups lors d'interpellations musclées, le tout à visage masqué et sans matricule. (Qui sont les casseur-ses ?)

Cependant, nous n'oublions pas que cette répression est permise par la bienveillance des pouvoirs institutionnels. À commencer par l'exécutif qui donne les ordres et mène la répression du haut de sa tour d'ivoire, cet exécutif qui, après avoir muselé le législatif par l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la constitution, tente de museler la population à grand coup d'interdictions de manifestations, d'assignations à résidences "préventives", de tracés de parcours minimalistes et de criminalisation du mouvement. Le gouvernement crée des situations où il sait pertinemment qu'il y aura des tensions, et en tire profit par une médiatisation en terme de débordements, afin de décrédibiliser le mouvement. Mais ces sabotages ne sont pas des débordements et font partie intégrante du mouvement contre la loi travail, et ce depuis le mois de mars. Par un acharnement sur les soi-disant « casseur-ses », le gouvernement tente de décrédibiliser le mouvement de la façon la plus abjecte possible, en créant des catégories artificiellement homogènes de bon-nes et mauvais-es manifestant-e-s.



« Une pensée aux familles des vitrines »

Le pouvoir judiciaire ensuite, qui tente par tous les moyens de soutenir les forces de police, avec mépris pour les procédures judiciaires et traitement indigne des condamné-e-s. Enfin, ce soi-disant « contre-pouvoir » que devraient être les médias, en fait alliés objectif de nos oppresseurs, qui filtrent les informations, annoncent d'abord les chiffres de la police, inventent des témoignages et enquêtes, élèvent les policiers qui gardent leur sang-froid pendant leur service au rang de "héros national" au lieu de pointer du doigt tous ceux qui dérapent et ne mentionnent jamais les courageux-ses street medic, qui partent en manif avec plus de matériel médical que de tracts dans leurs sacs. Alliés objectif de ces oppresseurs car montrant en boucle la vidéo d'une voiture brûlée plutôt que de parler des centaines de manifestant-e-s mutilé-e-s, à part quelques cas exceptionnels : l'arbre qui cache la forêt. Quand l'exécutif fait taire le législatif, que le judiciaire est à sa botte et que les médias s'acoquinent avec eux, que dire de leur démocratie ?

C'est pourquoi, notre collectif condamne fermement les violences policières et judiciaires à Brest et partout ailleurs. Le gouvernement est le seul responsable de ces tensions. Face à la répression et l'oppression, luttons pour une solidarité de classe, pour la création de conditions d'autodéfense, afin que toutes poursuites judiciaires soient abandonnées, et que les casiers judiciaires des prisonnier-e-s politiques soient effacés. Nous exigeons que cessent ces violences d'État et cette course au totalitarisme.

Pour la solidarité de classe, l'autodéfense, la suppression des prisons et des tribunaux.

Le collectif brestois contre la loi travail et son monde